

LES SALARIÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE ONT TOUS UNE BONNE RAISON DE SE MOBILISER LE 12 SEPTEMBRE !

SALARIÉS DU PUBLIC COMME DU PRIVÉ, TOUS DANS LE VISEUR DU GOUVERNEMENT MACRON: C'EST ENSEMBLE QUE NOUS DEVONS RÉSISTER !

L'objectif du gouvernement Macron est clair : accéder le plus rapidement possible aux revendications du patronat : licencier quand bon leur semble, sans que ça ne leur coûte trop cher. Tenter d'anéantir les moindres protections collectives des salariés en faisant primer les accords d'entreprises sur les accords de branches ou les conventions collectives, en réduisant le nombre de représentants syndicaux dans les entreprises. Leur rêve ultime est sans doute des salariés sans contrat et sans droit à l'image des salariés UBER ou des livreurs Deliveroo. Pour faire passer sa loi travail XXL, le gouvernement Macron ne veut même pas s'embarasser de débats à l'assemblée, il compte donc l'adopter par ordonnances.

Seulement Macron ne compte pas s'en prendre qu'aux salariés du privé. Son projet est bien plus global. C'est l'ensemble du salariat qu'il veut modifier. Les attaques contre la fonction publique ne sont pas en reste : suppressions de postes, baisse des salaires, jour de carence...

Avec 120 000 suppressions de postes d'ici la fin du quinquennat ça s'apparente à un réel plan social dans la fonction publique avec à la clé des cadences infernales, une augmentation de la charge de travail, et toujours plus de souffrance pour les agents de la fonction publique allant jusqu'à mettre en danger les usagers du service public.

Le gouvernement a de nouveau annoncé le gel du point d'indice, c'est-à-dire le blocage des salaires des fonctionnaires. Ce point d'indice qui était bloqué depuis 6 ans, venait juste de connaître une augmentation de 0,6% en février 2017. C'est déjà trop pour le nouveau gouvernement Macron. Dans la même veine, il annonce aussi le retour du jour de carence pour les arrêts maladie. Quand on cumule ces mesures à la baisse des APL et l'augmentation de la CSG (contribution sociale généralisée) c'est clairement une baisse de pouvoir d'achat que vont subir les salariés de la fonction publique. Pour nous, c'est toujours moins de pouvoir d'achat tandis que dans le même temps, il va réformer l'ISF (l'impôt sur les grandes fortunes). Prendre aux pauvres pour donner aux riches !

La logique qui sous-tend ces attaques est toujours la même : en bon libéral Macron pense que le service public coûte trop cher aux finances de l'Etat et que le statut de fonctionnaire n'est plus adéquat. Alors sans doute rêve-t-il que le code du travail broyé par ses réformes soit applicable à la fonction publique.

Nous ne le laisserons pas faire. Nous sommes conscients d'être sous le feu des mêmes attaques que les salariés du privé. C'est pourquoi, nous, salariés du public, issus de la fonction publique d'Etat, Hospitalière ou territoriale seront en grève le 12 septembre aux côtés de l'ensemble des salariés pour empêcher la destruction sociale sur tous les fronts. Nous savons qu'en regroupant nos forces nous avons les capacités de faire reculer le gouvernement sur sa loi Travail XXL, sur les attaques programmées contre les fonctionnaires.

Plusieurs syndicats ou sections syndicales locales de la fonction publique appellent déjà à la grève le 12 et des préavis couvriront l'ensemble des agents de la fonction publique qui seront en grève.

Le 12 septembre doit être le début d'une bataille contre le patronat, les libéraux et les capitalistes de tous bords qui eux savent unir leurs forces pour mettre à terre les droits de l'ensemble. Tous ensemble, bloquons le pays pour les en empêcher !



Le Front Social est une coordination composée de syndicats, associations, collectifs, médias alternatifs, de militants, de femmes et d'hommes construisant la convergence des luttes et la riposte à la politique libérale du président Macron.

✉ PourUnFrontSocial@gmail.com
f [FrontSocial](#)
t [@FrontSocialUni](#)